

# La Dette

du Tiers Monde



## Edito

Ce nouveau bulletin du CADTM France est pour une très grande part consacré au Nord. Ce qui ne manquera pas d'étonner certains.

Il est vrai que l'actualité met en avant les mesures antisociales prises au Nord et, par son expertise dans ce domaine, le CADTM ne peut pas ne pas s'y intéresser. Le 29 septembre prochain nous serons dans les rues de Bruxelles pour porter cela. Mais ce n'est pas au détriment du Sud. Le CADTM est un réseau international important et qui fonctionne bien. Les membres du Sud comprennent et partagent nos préoccupations et plutôt que de nous éloigner cela nous rapproche.

Il ne faut pas penser que le Sud et le Nord sont en concurrence, au contraire, cette crise met bien en évidence que nous sommes liés par le même combat, et doit renforcer nos solidarités. Thomas Sankara disait bien «...les masses populaires en Europe ne sont pas opposées aux masses populaires en Afrique. Ceux qui veulent exploiter l'Afrique sont les mêmes qui exploitent l'Europe. Nous avons un ennemi commun. »

Contre la logique de la dette et de l'austérité au Nord et au Sud : Solidarité entre les peuples !



L'équipe du CADTM France

## Agenda

**26-09 | Rennes (35), France**

La fin de la Pauvreté ? Ciné-débat

**29-09 | Bruxelles, Belgique**

Journée d'action européenne contre les mesures d'austérité

**9-10 => 12-10 | Quito, Ecuador**

Forum Social Mondial des Migrations

**17-10 | Sud-Kivu, Congo**

Journée internationale d'action de la Marche mondiale des Femmes

**7-10 => 17-10**

Semaine d'Action Globale contre la Dette et les IFIs

**30-10 => 31-10 | Liège, Belgique**

Week-end de formation-débat "La dette, obstacle à la souveraineté des peuples"

**22-11 => 24-11 | Liège, Belgique**

Assemblée mondiale du réseau international CADTM

**26-11 | Bruxelles, Belgique**

Séminaire « droit et dette » du CADTM

**27-11 | Bruxelles, Belgique**

Le CADTM fête ses 20 ans ! Journée conférences-débats sur l'histoire du CADTM et l'avenir de la lutte contre la dette

Plus : <http://www.cadtm.org/Agenda>

## Week-end de formation " Pourquoi le féminisme est-il - encore et toujours - une alternative ? "

24-09 => 26-09 | Namur, Belgique

Du vendredi 24 septembre 2010 à 17h30  
au dimanche 26 septembre 2010 à 16h00  
La Marlagne – Centre culturel Marcel Hicter, Namur

Le CADTM n'est pas une organisation de femmes mais sa visée émancipatrice nécessite de prendre à bras le corps la thématique des luttes féministes. Ainsi, le week-end de formation qui vous est ici proposé, s'inscrit dans un travail volontariste d'élaboration d'outils pédagogiques sur le féminisme.

Cette formation vise divers publics : elle s'adresse aux femmes qui veulent donner plus de contenu à cette année 2010 marquée par la 3e Marche mondiale des Femmes, aux jeunes, aux hommes, aux mouvements sociaux dits « mixtes » afin qu'ils s'approprient la thématique du féminisme dans la réflexion et l'action au quotidien, aux formateur/rices des milieux associatifs, scolaires, syndicaux...

Voir le programme complet sur le site <http://www.cadtm.org/Week-end-de-formation-Pourquoi-le>

**Inscrivez-vous vite, il reste encore des places !**

## La Hongrie défie le FMI

La Hongrie, qui assurera, pour 6 mois à partir du 1er janvier 2011, la présidence de l'UE (Union Européenne), subit très fortement les conséquences d'une crise financière qui n'en finit pas. Pourtant pas si éloignée des objectifs de Maastricht en matière de déficit (3,8 % en 2008), la Hongrie devient le premier pays de l'Union européenne à obtenir un soutien financier de la Troïka FMI, UE et Banque mondiale.

En octobre 2008, un plan de 20 milliards d'euros est décidé pour la Hongrie : 12,3 milliards d'euros sont prêtés par le FMI ; 6,5 par l'Union européenne et 1 par la Banque mondiale. Le stock de la dette s'accroît mécaniquement. Outre la perte sèche en paiement des intérêts qui alourdit le déficit, les conditions sont sévères pour la population : hausse de 5 points de la TVA, aujourd'hui à 25 % ; âge légal de départ à la retraite porté à 65 ans ; gel des salaires des fonctionnaires pour deux ans ; suppression du treizième mois des retraités ; baisses des aides publiques à l'agriculture et aux transports publics...

### L'extrême droite entre au Parlement

La Hongrie, auparavant gouvernée par les sociaux-démocrates, avait réussi à sauvegarder un système social relativement protecteur, mais l'application, sur injonction du FMI, de telles mesures d'austérité a mécontenté la population et bénéficié à la droite conservatrice qui a remporté les élections législatives d'avril 2010. Pourtant, la victoire du nouveau premier ministre conservateur, Viktor Orban, est aussitôt saluée par l'agence de notation Fitch Ratings qui estime que son parti, le Fidesz, obtenant la majorité nécessaire pour modifier la Constitution, « représente une opportunité pour introduire des réformes structurelles ». Les sociaux-démocrates ont ainsi connu une défaite historique et ont ouvert un boulevard à l'extrême-droite (Jobbik) qui est entrée au Parlement pour la première fois avec un score de 16,6 %.

A peine arrivé à la tête de l'État, le gouvernement lance des déclarations alarmistes sur la situation financière du pays, évoquant une sous-estimation des comptes par l'exécutif précédent ramenant le déficit à 7,5 % du PIB, bien plus que les 3,8 % escomptés par le FMI. Coup de bluff ou falsification de comptes ? Le lendemain 5 juin 2010, un vent de panique fait chuter les Bourses de Londres, Paris, Budapest... et l'euro se déprécie dans la crainte de difficultés semblable à celles de la Grèce. Le gouvernement sous pression tente alors de se reprendre et multiplie les communiqués pour calmer tant bien que mal les spéculateurs survoltés.

### Taxer le capital ou le travail ?

Pour réduire son déficit à 3,8% du PIB en 2010

<sup>1</sup> Hongrie : Fitch salue le résultat électoral, Le Figaro, 26 avril 2010 : <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2010/04/26/97002-201004261LW00472-hongrie-fitch-salue-le-resultat-electoral.php>

comme le réclame le FMI et l'UE, le gouvernement prépare l'instauration d'une taxe temporaire sur l'ensemble du secteur financier, qui permettrait de prélever 0,45% de l'actif net des banques (calculée non pas sur les bénéfices, mais sur le chiffre d'affaires), de taxer à hauteur de 5,2% les revenus des compagnies d'assurance et de 5,6 % pour les autres entités financières (bourse, agents financiers, gérants de fonds d'investissement...). La Hongrie surenchérit ainsi sur Obama qui a timidement évoqué une taxe de seulement 0,15 % sur les banques. Mais cette mesure qui devrait rapporter environ 650 millions d'euros de recettes annuelles pendant deux ans (en 2010 et 2011), soit environ 0,8 % du PIB selon le gouvernement, ne plaît pas aux banques : celles-ci font pression et menacent de retirer leurs investissements en Hongrie. Quant au FMI, il stoppe toute négociation et menace de fermer le robinet du crédit accordé en 2008. Le plan devant initialement expirer en mars 2010 avait pourtant été prolongé jusqu'à octobre de la même année.

C'est bien évidemment le projet de taxe sur le secteur financier, véritable pomme de discorde entre le FMI et la Hongrie, qui bloque la poursuite du prêt. Le Fonds estime que le pays doit prendre des mesures en adéquation avec le dogme néolibéral en cours : entendez par là taxer les pauvres avant de taxer les banques : certes, les pauvres ont peu d'argent mais il y a beaucoup de pauvres... N'auriez-vous pas remarqué le cynisme à l'œuvre ?

De plus, le projet de plafonnement des rémunérations dans la fonction publique, salaire du gouverneur de la banque centrale compris, est tout à fait aux antipodes des recommandations du Fonds qui préfère un nivellement par le bas en réduisant ou gelant les salaires comme en Grèce ou en Roumanie par exemple. Attention à ne pas se faire d'illusions, pour autant, de la part d'un parti au pouvoir qui avait déjà favorisé la pénétration du néolibéralisme dans les années 1990...

### « C'est soit la taxe bancaire, soit l'austérité »

Christoph Rosenberg, qui conduisait la délégation du FMI en Hongrie, a indiqué que l'organisation internationale souhaitait obtenir davantage de précisions sur le budget de l'année prochaine : « Lorsque nous viendrons la semaine prochaine, le gouvernement aura logiquement avancé sur le budget 2011 et ce sera un budget très important », a-t-il dit<sup>2</sup>. Une fois de plus, le FMI s'apprête à revoir la copie du gouvernement et intervenir directement dans l'élaboration du budget hongrois, au dépend de toute souveraineté. En attendant, le FMI estime que le pays va devoir prendre « des mesures supplémentaires » d'austérité pour parvenir aux objectifs de déficit qu'il a lui-même fixé. De son côté, le ministre de l'Economie, Gyorgy Matolcsy, déclare lors d'un entretien : « Nous avons dit que nous ne pouvions pas

mettre en place de nouvelles mesures de rigueur [...] Cela fait cinq ans que nous appliquons des mesures d'austérité, c'est pourquoi nous en sommes là ». « Nous allons imposer la taxe bancaire, nous savons que c'est un lourd fardeau supplémentaire, mais nous savons également que nous pouvons atteindre (l'objectif) d'un déficit de 3,8% », « C'est soit la taxe bancaire, soit l'austérité », a-t-il par ailleurs ajouté<sup>3</sup>. Afin de se protéger d'une extrême droite en pleine ascension lors des prochaines élections municipales début octobre, la droite conservatrice au pouvoir veut éviter des mesures trop impopulaires et rejette toute poursuite de négociation avec le Fonds.

### Rupture consommée entre la Hongrie et le FMI ?

Le 17 juillet, le FMI suspend la négociation et, par voie de conséquence, le versement de nouvelles tranches. Dans un premier temps, la sanction des marchés ne s'est pas faite attendre et la monnaie nationale, le forint, reculait d'environ 2,4% à l'ouverture, tandis que la Bourse perdait plus de 4%. Le premier ministre, Viktor Orban, monte au créneau et réussit à calmer les spéculations en remerciant le FMI pour son « aide de trois ans » tout en indiquant que « l'accord sur le prêt expirait en octobre, et qu'il n'y avait donc rien à suspendre ». « Les banques étaient à l'origine de la crise mondiale, il est normal qu'elles contribuent au rétablissement » de la situation, a-t-il souligné<sup>4</sup>.

La nouvelle loi sur la taxe financière qui prévoit par ailleurs une réduction de l'impôt sur les petites et moyennes entreprises (PME) de 16 à 10 %, est approuvée haut la main (301 votes en faveur et seulement 12 contre) le 22 juillet par le Parlement dominé par le Fidesz de M. Orban. Sans surprise, dès le lendemain, les agences de notation financière Moody's et Standard and Poor's placent la note de la dette souveraine hongroise sous surveillance avec un possible abaissement à la clé. Le rôle de ces agences, juges et parties d'un système spéculatif mortifère, est résumé en peu de temps : on améliore la note lors de l'accession du gouvernement conservateur au pouvoir en l'estimant sur la voie de l'austérité capitaliste et quand on se rend compte que les mesures prennent un chemin divergeant du dogme néolibéral, on s'apprête à l'abaisser.

### Le journal "Le Monde" soutient les créanciers

Contrairement aux dires du journal français *Le Monde*<sup>5</sup> dans son édition du 20 juillet, il faut soutenir l'insoumission affichée du gouvernement hongrois envers le FMI et défendre l'idée qu'il en fasse de même avec son

<sup>3</sup> <http://fr.reuters.com/article/frEuroRpt/idFRLDE6610G520100719?sp=true>

<sup>4</sup> [http://www.lesechos.fr/info/inter/afp\\_00269129-hongrie-la-taxe-sur-les-banques-est-juste-et-necessaire-selon-le-premier-ministre.htm](http://www.lesechos.fr/info/inter/afp_00269129-hongrie-la-taxe-sur-les-banques-est-juste-et-necessaire-selon-le-premier-ministre.htm)

<sup>5</sup> « M. Orban affiche ouvertement une insultante désinvolture à l'adresse de ses créanciers », Le Monde, 19 juillet 2010. [http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/07/19/en-hongrie-les-curieuses-manieres-de-m-orban\\_1389621\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/07/19/en-hongrie-les-curieuses-manieres-de-m-orban_1389621_3232.html)

autre créancier, l'Union européenne. Prendre ses distances envers ces créanciers ne constitue en rien une insulte envers le peuple hongrois qui devra, in fine, rembourser une dette dont les conditions imposées par le FMI et l'UE sont déjà un lourd fardeau pour la population.

Bien sûr, il faut aller au-delà d'une simple rupture diplomatique en proposant par exemple un front de pays unis contre le paiement de la dette, car, comme l'a si bien dit T.Sankara, ancien président du Burkina Faso, quelques mois avant d'être assassiné : « *La dette ne peut pas être remboursée parce que d'abord, si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Soyons-en sûrs. Par contre, si nous payons, c'est nous qui allons mourir.* »

*Soyons-en sûrs également. (...) Si le Burkina Faso, tout seul, refuse de payer la dette, je ne serais pas là à la prochaine conférence. Par contre, avec le soutien de tous, dont j'ai besoin, (applaudissements) avec le soutien de tous, nous pourrions éviter de payer. Et en évitant de payer nous pourrions consacrer nos maigres ressources à notre développement.* »<sup>1</sup> Seule une mobilisation populaire réclamant la vérité sur la destination des sommes empruntées au même titre que la satisfaction des revendications en termes de salaires, emplois ou protection sociale permettra de faire payer le coût de la crise aux

<sup>1</sup> Discours de Thomas SANKARA à Addis-Abeba, le 29 Juillet 1987, quelques mois avant sa mort

véritables responsables de celles-ci. C'est pourquoi il est primordial pour les peuples d'Europe, et d'ailleurs, d'auditer ces dettes entachées d'illégalités pour en répudier le paiement. C'est un premier pas vers la souveraineté qui permettrait d'envoyer les énormes fonds dédiés au remboursement de la dette vers les véritables besoins des populations en matière de santé, d'éducation ou de pensions de retraite, de sauvegarder leurs services publics plutôt que de les offrir aux entreprises privées.

 Jérôme Duval

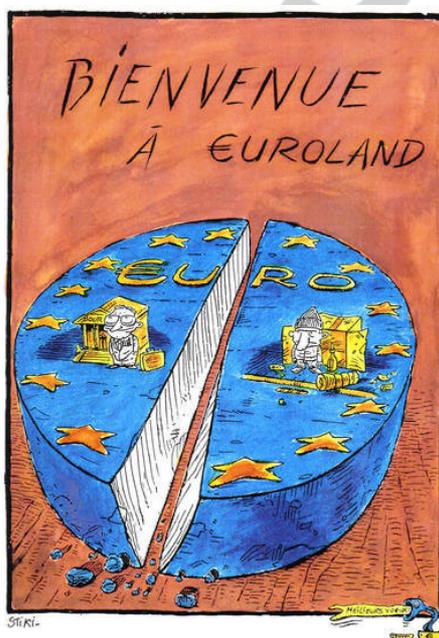
## Ouragan d'austérité sur l'Europe

La crise actuelle est le moyen idéal pour le Fonds Monétaire International (FMI) d'appliquer en Europe les recettes ultralibérales frelatées qu'il distille aux pays en développement depuis le début des années 1980. Délégitimé par trois décennies d'ajustement structurel imposé brutalement aux peuples du Sud, le FMI est remis au cœur du jeu politique depuis que le G20 a pris en charge la gestion de la crise en 2008. Le Sud a été le premier champ de bataille, l'Europe en est aujourd'hui son prolongement. Le FMI multiplie ainsi les prêts à une série de pays européens qui éprouvent des difficultés pour rembourser une dette publique soudainement gonflée suite au fort ralentissement économique et aux plans de sauvetage des banques, dont la recherche effrénée de profits avait mené à la crise.

En 2007, la Turquie était le seul pays d'envergure à faire encore appel au FMI. Nombre d'autres pays (Brésil, Argentine, Uruguay, Philippines...) avaient remboursé de manière anticipée le FMI pour ne plus dépendre de sa tutelle encombrante. Ces temps de vache maigre sont terminés pour le FMI qui a ouvert une ligne de crédit à une dizaine de pays d'Europe en moins d'un an et intervient désormais sur de multiples fronts. L'institution voit alors ses bénéfices, hors ventes d'or, quadrupler pour son exercice 2009-2010 (clos fin avril) s'établissant à 534 millions de dollars, contre 126 millions lors de l'exercice précédent. Confier la gestion de la crise à un organisme qui en tire profit à ce point ne devrait pas rassurer le citoyen... Par ailleurs, alors que le Fonds impose des gels - voire des baisses - de salaire un peu partout, celui de son directeur général, le socialiste français Dominique Strauss-Kahn, a connu une hausse supérieure à 7% lors de son arrivée, pour se stabiliser à un demi-million de dollars par an.

Premier pays touché : la Hongrie en 2008, avant l'Ukraine, l'Islande et la Lettonie. Puis, en 2009, le Belarus, la Roumanie, la Serbie, la Bosnie, et plus récemment la Moldavie et la Grèce. La liste de pays sollicitant un prêt de l'institution ne cesse de s'allonger et tous sont contraints d'appliquer des plans d'austérité dictés par les marchés financiers, le FMI et l'Union européenne (UE). L'impact social désastreux sur les populations n'est pas sans rappeler les plans d'ajustement structurel de sinistre mémoire, mis en place après la crise de la dette de 1982 au

Sud. Ces plans d'austérité visent à comprimer fortement les dépenses publiques sans mettre à contribution les détenteurs de capitaux afin de trouver les fonds pour rembourser en priorité les créanciers.



### La Hongrie ouvre le bal des ajustements, l'extrême droite entre au Parlement

En octobre 2008, un plan de 20 milliards d'euros est décidé pour la Hongrie : 12,3 milliards d'euros sont prêtés par le FMI ; 6,5 par l'Union européenne et 1 par la Banque mondiale. Outre l'accroissement mécanique du stock de la dette et la perte sèche en paiement des intérêts, les conditions sont sévères pour la population : hausse de 5 points de la TVA, aujourd'hui à 25% ; âge légal de départ à la retraite porté à 65 ans ; gel des salaires des fonctionnaires pour deux ans ; suppression du treizième mois des retraités. La Hongrie, gouvernée par les sociaux-démocrates, avait réussi à sauvegarder un système social assez protecteur. Le mécontentement de la population pour l'application, sur injonction du FMI, de telles mesures d'austérité a été bénéfique pour la droite conservatrice qui a accusé les sociaux-démocrates au pouvoir d'avoir fait du pays

« *une colonie du FMI* »<sup>2</sup>. Pourtant, la victoire du nouveau premier ministre conservateur, Viktor Orbán, est saluée par l'agence de notation Fitch Ratings qui estime que son parti, le Fidesz, obtenant la majorité nécessaire pour modifier la Constitution, « *représente une opportunité pour introduire des réformes structurelles* »<sup>3</sup>. Les sociaux-démocrates ont ainsi connu une défaite historique aux élections législatives d'avril 2010 et ont ouvert un boulevard à l'extrême-droite qui est entrée au Parlement pour la première fois, avec un score de 16,6%.

### L'Ukraine sanctionnée par le FMI pour avoir augmenté le salaire minimum

Le FMI a approuvé en novembre 2008 un programme de « sauvetage » sur deux ans pour l'Ukraine, s'élevant à 16,4 milliards de dollars. En mai 2010, ce pays n'avait reçu que 10,6 milliards de dollars de l'institution. Pourquoi ? Parce que depuis l'augmentation de 20% du salaire minimum fin octobre 2009 par l'ancien gouvernement de Viktor Iouchtchenko, le FMI a suspendu le versement des fonds. La visite d'une délégation ukrainienne à Washington en décembre 2009 n'y a rien changé et l'octroi d'une nouvelle tranche du crédit reste bloqué. Le dernier versement remonte à juillet 2009, faute d'accord sur les conditions que devrait remplir Kiev, le FMI fixant à 6% du PIB le déficit budgétaire prévu en 2010 alors que le gouvernement propose un déficit de 10% afin de ne pas trop serrer la ceinture. Très durement frappée par la crise, l'Ukraine a connu une chute de 15,1% de son PIB en 2009, et atteindre les 6% de déficit en 2010 comme souhaité par le FMI relèverait de la mission impossible. En attendant, l'Ukraine a été sommée de reculer l'âge de départ à la retraite et d'augmenter de 20% le tarif du gaz pour les particuliers à compter du 1er septembre 2009. Privatisation et recapitalisation des banques sont par ailleurs prévues. La privatisation de l'usine chimique d'engrais à Odessa revient sur le tapis, malgré l'importance stratégique qu'elle représente pour la région et pour l'Etat, et malgré les critiques que l'on peut formuler à son encontre sur le plan environnemental.

<sup>2</sup> Repris par le quotidien conservateur Magyar Nemzet  
<sup>3</sup> <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2010/04/26/97002-20100426FILWWW00472-hongrie-fitch-salue-le-resultat-electoral.php>

Le nouveau gouvernement, mis en place en mars 2010 à la suite de l'élection à la présidence de Viktor Ianoukovitch, a cité la reprise de l'aide du FMI parmi ses priorités<sup>1</sup>. Il espère obtenir un plan de soutien de 19 milliards de dollars du FMI après avoir fait adopter par le Parlement un budget 2010 prévoyant de ramener le déficit à 5,3% du PIB, en deçà des exigences du Fonds. La mission du FMI, fin mars 2010, a été l'occasion de se rapprocher du nouveau gouvernement en vue d'une reprise du crédit accompagnée de futures cures d'austérité.

## Grèce : le berceau de la démocratie apprend la dictature des marchés

Alors que la Grèce, accablée par une dette record, appelle à l'aide l'Union européenne et le FMI<sup>2</sup>, l'agence de notation Standard & Poor's abaisse (de trois niveaux) la note de la dette grecque le 27 avril 2010. Les marchés chutent et les spéculateurs spéculent à la baisse, accentuant la tendance. Le Premier ministre Papandreou déclarait le 11 décembre 2009 : « *Les salariés ne feront pas les frais de la situation : nous n'allons pas procéder à un gel ou à une baisse des salaires. Nous ne sommes pas venus au pouvoir pour démanteler l'Etat social* »<sup>3</sup>. Pourtant, dès le 18 mars, un plan commun UE-BCE-FMI<sup>4</sup> se concoctait avec l'accord du PASOK, parti au pouvoir de M. Papandreou, et dont la contrepartie est une cure d'austérité sans précédent qui vise à économiser sur le dos du peuple grec 4,8 milliards d'euros en mars 2010, puis 30 milliards en mai lors d'un nouveau plan, dans le but de rembourser les créanciers. Au menu, gel du recrutement et réduction des salaires des fonctionnaires (forte baisse du montant des 13ème et 14ème mois, diminution des primes, après une réduction des salaires de 10% décidée en janvier) ; gel des retraites ; hausse de la TVA de 19 à 23%, alors qu'il s'agit d'un impôt injuste qui frappe davantage les plus démunis ; hausse des taxes sur l'alcool et le tabac ; réduction drastique des budgets sociaux, comme celui de la Sécurité sociale, etc.<sup>5</sup> Les droits sociaux sont sacrifiés sur l'autel des

intérêts de l'élite traditionnelle locale et des dépenses militaires, budget le plus important de l'UE proportionnellement à son PIB<sup>6</sup>. La population réagit fortement et organise des grèves générales (10 février, 11 mars, 5 mai et 20 mai 2010) qui paralysent le pays à plusieurs reprises.

## Les Roumains aussi descendent dans la rue

Avec la Bulgarie, la Roumanie est l'un des pays les plus pauvres de l'Union européenne. En mars 2009, la Roumanie obtient un prêt d'environ 20 milliards d'euros. Sur ce montant, 12,9 milliards d'euros sont abondés par le FMI, 5 milliards par l'UE, 1 à 1,5 milliard par la Banque mondiale et le reste par plusieurs autres institutions, dont la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). En échange, Bucarest s'engage à réduire son déficit public de 7,2% du PIB en 2009 à 5,9% puis voyant cet objectif irréaliste, à 6,8% en 2010. Au menu, gel des retraites et des salaires avec un maintien du salaire mensuel minimum à 600 lei (145 euros brut), suppression de 100.000 postes de fonctionnaires en 2010, soit 7,5% des effectifs de la fonction publique. Les mesures d'austérité, là aussi, mobilisent la population. Le 19 mai, plus de 60.000 manifestants se retrouvent devant le siège du gouvernement lorsque celui-ci renforce son programme d'ajustement en annonçant une baisse de 25% des salaires des fonctionnaires et de 15% des allocations chômage et des pensions de retraites, dont le minimum atteint déjà 85 euros. De plus, le gouvernement prévoit de baisser par décret les allocations familiales ainsi que les aides versées aux handicapés à compter du 1er juin 2010. On s'en prend encore une fois aux plus démunis pour payer la crise, tandis que l'on évite soigneusement de taxer le capital : le taux de l'impôt sur les revenus des sociétés a chuté de 9 points, passant de 25% en 2000 à 16% en 2009.

## Les Islandais refusent de payer pour les responsables

Avant le fameux nuage de cendres volcaniques qui a paralysé le ciel européen pendant quelques

jours en 2010, l'Islande a fait la une de l'actualité pour une très grave crise en 2008. Le chômage y est passé de 2% en octobre 2008 à 8,2% en décembre 2009. L'Etat a sauvé les trois principales banques du pays de la faillite en s'endettant énormément, et n'a pu assurer le remboursement des détenteurs de titres hollandais et britanniques. Une loi « Icesave », adoptée en catimini fin 2009 et appuyée par le FMI, a demandé au peuple islandais d'approuver le remboursement de cette dette qui a servi à renflouer les banquiers coupables. Après une forte mobilisation populaire, cette loi est rejetée par plus de 73% de la population lors d'un référendum en mars 2010. Un rapport de la SIC (Special Investigative Commission) présenté en avril devant le Parlement a mis en cause la responsabilité de certains dirigeants de grandes banques et de membres de l'ancien gouvernement, dont l'ancien premier ministre, dans la crise bancaire de 2008. David Oddsson, qui dirigeait la Banque centrale en 2008, a fui juste avant la publication de ce rapport et échappe ainsi à la justice de son pays. Quatre anciens dirigeants de la banque Kaupthing, dont l'ex-PDG Hreidar Mar Sigurdsson, ont été arrêtés à leur arrivée du Luxembourg où ils résident. Sigurdur Einarsson, président du conseil d'administration en exil à Londres, fait lui l'objet d'un mandat d'arrêt d'Interpol.

En accord avec le FMI, l'Union européenne dicte ses volontés aux gouvernements et leur impose des mesures très impopulaires. En novembre 2009, le Parlement européen a prêté à la Serbie (prêt de 200 millions d'euros), à la Bosnie-Herzégovine (prêt de 100 millions d'euros), à l'Arménie (65 millions d'euros de prêt et 35 millions de subventions) et la Géorgie (subvention de 46 millions d'euros).

Affolés par la spéculation sur la dette, avant même que le FMI n'intervienne, les Etats prennent les devants et des réformes antisociales sont prévues en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Irlande, en Italie... Partout ces cures d'austérité pressent les revenus des salaires et préservent le grand capital responsable de l'impasse capitaliste. Partout les peuples se mobilisent et le seul espoir se trouve bien là. L'urgence pour toutes celles et ceux qui veulent résister efficacement à la logique capitaliste est d'œuvrer à l'unification de ces luttes.



Jérôme Duval, Damien Millet,  
Sophie Perchellet

Une version raccourcie de cet article a été publiée par le quotidien L'Humanité le 29 juin 2010.

<sup>1</sup> [http://www.lesechos.fr/info/inter/afp\\_00246168-l-ukraine-souhaite-obtenir-du-fmi-un-nouveau-pret-de-12-milliards-de-dollars.htm](http://www.lesechos.fr/info/inter/afp_00246168-l-ukraine-souhaite-obtenir-du-fmi-un-nouveau-pret-de-12-milliards-de-dollars.htm)

<sup>2</sup> Il est alors question dans un premier temps de lui prêter d'urgence 45 milliards d'euros, dont 15 milliards à la charge du FMI

<sup>3</sup> <http://mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=17522>

<sup>4</sup> La Banque centrale européenne (BCE) agit de par ses statuts de façon non contrôlée par les gouvernements

<sup>5</sup> Voir le communiqué de presse du CADTM International : <http://www.cadtm.org/Soutien-a-la-resistance-du-peuple>

<sup>6</sup> « *Le transfert de 26 avions de combats F-16 en provenance des Etats-Unis et de 25 Mirages 2000, les avions de combats français, a représenté 38% du volume des importations grecques.* » Voir SIPRI, mars 2010 : <http://www.sipri.org/media/pressreleases/pressreleasetranslat/ions/ATLaunchFR>

## La dette publique de l'Union européenne atteint des sommets

Selon les données d'Eurostat publiées le 22 avril 2010, la dette publique de l'Union Européenne des 27 pays membres est passée de 58,8 % du PIB en 2007 à 73,6 % en 2009<sup>7</sup>, soit une progression de 7 300 à 8 700 milliards d'euros. Cela représente une augmentation colossale de 1 400 milliards d'euros en 2 ans, quasiment l'équivalent du stock de la dette publique de la France (environ 1500 milliards d'euros).

Voilà de quoi donner envie aux nouveaux candidats à l'entrée dans l'Union Européenne...

<sup>7</sup> Eurostat, 22 avril 2010, [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY\\_PUBLIC/2-22042010-BP/FR/2-22042010-BP-FR.PDF](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/2-22042010-BP/FR/2-22042010-BP-FR.PDF)

# Une Banque mondiale toujours antidémocratique

Malgré un trafic aérien perturbé par le volcan islandais, la plupart des Ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales se sont retrouvés à Washington en avril dernier pour une rencontre du G20 suivie de l'Assemblée de printemps du FMI et de la Banque mondiale.



## Washington centre de décision planétaire

A cette occasion, après le FMI voici quelques années, la Banque mondiale a annoncé l'aboutissement d'une réforme présentée comme historique : le rééquilibrage de ses droits de vote en faveur des pays du Sud. En effet, depuis sa création en 1944, la Banque mondiale – tout comme le FMI – accorde à ses pays membres des droits de vote proportionnels à leur poids dans l'économie mondiale<sup>2</sup>. Les pays les plus industrialisés, Etats-Unis en tête, se taillent donc la part du lion et règnent en maîtres incontestés au sein de ces institutions tant décriées dans le monde.

Le poids grandissant des pays émergents et la grave crise actuelle dont l'épicentre se trouve au Nord ont fait écho aux demandes de certains pays d'être mieux représentés au sein de la Banque mondiale. Après plusieurs années de discussions et de tergiversations, la montagne a accouché d'une souris : le transfert de 3,13% des droits de vote vers les pays émergents, au bénéfice principalement de la Chine (ses droits de vote passeront de 2,77% à 4,42%), du Brésil (de 2,06% à 2,24%) et de l'Inde (de 2,77% à 2,91%). Autant dire bien trop peu pour modifier les rapports de force à la Banque mondiale, car si la part des pays du Sud progresse, elle reste limitée à 47,19%, alors qu'ils représentent plus de 85% de la population mondiale.

Il s'agit là de la première augmentation du capital de la Banque mondiale depuis 1987, mais elle est bien dérisoire. Ainsi, la Chine, pourtant peuplée d'environ 1,4 milliard d'individus, va détenir des droits de vote à peu près équivalents à ceux de la France avec ses 63 millions

d'habitants. La situation pour les pays émergents n'était plus acceptable depuis longtemps et les pays du « BRIC » (Brésil, Russie, Inde et Chine) proclamaient quelques jours auparavant : « *Le FMI et la Banque mondiale ont un besoin urgent de résoudre leur déficit de légitimité* »<sup>3</sup>. Pour autant, ne nous méprenons pas : le but n'est pas de promouvoir une autre logique, mais d'accorder à quelques dirigeants un strapontin à la table des grands. La Banque mondiale n'a donc pas fini d'imposer le Consensus de Washington et ses politiques dévastatrices.

## « Protégeant la voix des pays les plus petits et les plus pauvres » ?

Comme annoncé au sommet du G20 de Pittsburgh en septembre 2009, la réforme portant sur une nouvelle répartition des droits de vote au sein de la Banque mondiale a donc été validée à Washington le 25 avril 2010. Timothy Geithner, secrétaire au Trésor des Etats-Unis, s'en est félicité : « *La nouvelle formule reflètera mieux le poids des pays en développement et en transition dans l'économie mondiale, tout en protégeant la voix des pays les plus petits et les plus pauvres* »<sup>4</sup>. C'est en apparence une bonne nouvelle pour les pays africains qui, dans leur ensemble, ne pèsent qu'un peu plus de 7% de ces mêmes droits de vote, soit environ autant que le seul Japon. Quoi qu'il en soit, cette réforme n'enlèvera pas à Washington le mot de la fin : les Etats-Unis gardent leur quote-part inchangée à 15,85% et conservent leur droit de veto de fait puisqu'il est nécessaire de rassembler plus de 85% des voix pour valider toute proposition engageant l'avenir de la Banque mondiale. De même, la règle tacite selon laquelle le poste de président du Groupe de la Banque mondiale serait réservé à un États-Unien est toujours d'actualité.

## Pourtant, la question des choix opérés par la Banque mondiale et imposés à la plupart des pays en développement doit être posée

Depuis les années 1970, elle porte une grande part de responsabilité dans le surendettement des pays du Sud et les prêts qu'elle a accordés n'ont en général pas profité aux populations. Au contraire, les réformes d'ajustement structurel exigées par le FMI et la Banque mondiale ont conduit à la réduction des budgets sociaux, à la suppression des subventions aux produits de

première nécessité, à la réduction des cultures vivrières au détriment des cultures d'exportation, à une libéralisation économique qui pénalise les producteurs locaux face aux sociétés transnationales, à une privatisation des biens communs, à une fiscalité qui aggrave les inégalités... Les projets financés ont toujours visé à organiser l'accès à moindre coût aux richesses naturelles du Sud et à leur transport sur le marché mondial, sans égard pour leur action sur le réchauffement climatique comme actuellement en Afrique du Sud<sup>5</sup>, le tout sans ciller en cas de violation des droits humains ou de détournement de fonds du moment que le pays sert les intérêts de la Banque mondiale et des grandes puissances.

Cette timide évolution n'est qu'une mascarade de plus, les pays d'Afrique subsaharienne restent particulièrement sous-représentés et les grandes puissances ont toujours les mains libres pour imposer leurs choix si discutables. Le Conseil d'administration, organe de direction de la Banque, reste inchangé avec 24 sièges, 8 étant réservés à des pays développés et les 16 autres destinés à des groupes de pays. L'Europe compte actuellement 9 administrateurs dans cette instance contre 2 sièges tournants pour l'Afrique, qui reste à l'écart dans le processus de décision. L'Afrique dans son ensemble a perdu 0,39 point en 2010, passant de 7,90% à 7,51% de droit de vote, soit environ autant que la France et l'Allemagne réunies.

Par ailleurs, le fait que le Venezuela, véritable bête noire des Etats-Unis, soit le pays latino-américain qui ait le plus perdu en droits de vote (de 1,27% à 1,11%) ne doit rien au hasard.

Depuis sa création, la Banque mondiale a non seulement failli à sa mission de lutter contre la pauvreté puisqu'elle l'accroît en défendant l'imposition de plans d'ajustement structurel, mais elle joue un rôle majeur dans le maintien du modèle néolibéral qui conduit les peuples à leur perte. En défendant une sortie capitaliste de la crise, le FMI et la Banque mondiale conduisent le monde dans une impasse tragique. La preuve vient d'être faite qu'une réforme efficace menée de l'intérieur n'est pas possible. Seule l'abolition de la Banque mondiale, et son remplacement par une institution démocratique fonctionnant sous contrôle citoyen et respectant la souveraineté des peuples, qui abandonne le consensus de Washington et œuvre dans le respect des droits humains fondamentaux, est une issue acceptable. L'annulation inconditionnelle de la dette publique libérerait les peuples opprimés par le néocolonialisme de l'endettement et constituerait un premier pas vers leur émancipation.

 Jérôme Duval, Damien Millet

<sup>3</sup> Déclaration souscrite par les présidents Luiz Inácio Lula da Silva (Brésil), Dimitri Medvedev (Russie), Hu Jintao (Chine) et le premier ministre indien, Manmohan Singh, "El FMI y el BM urgentemente necesitan resolver sus déficits de legitimidad", <http://www.univision.com/contentroot/wirefeeds/noticias/8188956.shtml>

<sup>4</sup> Discours devant le Comité de développement, assemblée générale des Etats membres de la Banque mondiale, dimanche 25 avril 2010.

<sup>5</sup> Voir le financement pour la construction de la centrale à charbon de Medupi qui émettra 25 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>/an. Lire à ce sujet, Eric de Ruest, « *Eskom : Charbon, mensonges et "greenwashing" à la Banque mondiale* », <http://www.cadtm.org/Eskom-Charbon-mensonges-et>

<sup>2</sup> Voir Damien Millet et Eric Toussaint, 60 Questions 60 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale, CADTM-Syllepse, 2008

## Appel à la solidarité avec le peuple pakistanais !

### Envoyez vos dons pour soutenir le CADTM Pakistan et renforcer la campagne pour l'annulation de la dette extérieure du Pakistan

Le Pakistan a connu ces dernières semaines des inondations sans précédent, qui ont fait près de 21 millions de sinistrés. Les besoins immédiats pour les populations déplacées dans des camps sont immenses (eau potable, soins médicaux, aide alimentaire), et les sommes engagées par la « communauté internationale » pour l'aide d'urgence sont très loin d'être suffisantes : l'ONU, qui demandait 460 millions de dollars, n'en a reçu que 294 millions. Un des plus grands défis sera celui de la reconstruction, car l'ampleur des dégâts est considérable : maisons, écoles, hôpitaux, routes, ponts, lignes électriques, infrastructures de communication, etc., ont été détruits. Autre défi de taille : l'agriculture. Les inondations, qui ont frappé des régions particulièrement fertiles, ont balayé récoltes et bétail, provoquant la flambée des prix des aliments, et mettant gravement en danger la sécurité et la souveraineté alimentaires du pays.

Les pays donateurs et les institutions financières internationales telles que le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque mondiale et la Banque Asiatique de Développement (BAD), entendent faire de la reconstruction du Pakistan un business lucratif, puisqu'ils ont promis d'augmenter leurs prêts au pays. Ces prêts viennent s'ajouter à une dette déjà considérable (54 milliards de dollars) et très largement odieuse, puisqu'une large part a été contractée sous le précédent régime dictatorial de Musharraf.

Il est absolument nécessaire d'exiger une autre réponse à la crise que traverse le Pakistan. Il est inadmissible que dans de telles circonstances, le gouvernement pakistanais continue à rembourser ses créanciers (le service de la dette absorbe 3 milliards de dollars par an) et hypothèque l'avenir de sa population en s'endettant encore. L'annulation immédiate et inconditionnelle de la dette extérieure du Pakistan est une question de justice et de solidarité internationales.

Le CADTM Pakistan, en coordination avec d'autres mouvements sociaux, associations,

syndicats et partis politiques, a lancé une campagne pour la suspension immédiate des remboursements, le refus de nouveaux emprunts et l'annulation inconditionnelle de la dette extérieure du Pakistan. Cette campagne a déjà récolté des soutiens nationaux et internationaux. Il est cependant nécessaire de renforcer la sensibilisation au Pakistan et ailleurs, afin d'augmenter la pression sur les institutions et pays prêteurs ainsi que sur le gouvernement pakistanais.

Pour soutenir le CADTM Pakistan, envoyez vos dons au CADTM Belgique. Les dons collectés seront intégralement reversés au CADTM Pakistan.

Envoyez vos dons par chèque au CADTM, 345 avenue de l'Observatoire, 4000 Liège, Belgique (avec la mention « soutien CADTM Pakistan » au dos du chèque) ou par virement au compte du CADTM, avec la mention « soutien CADTM Pakistan » : IBAN : BE06 0012 3183 4322 – Code Swift Bic : GEBA BE BB

Merci de votre soutien !

## Semaine d'Action Globale contre la Dette et les IFIs

7-10 => 17-10 | CAMPAGNE INTERNATIONALE NORD-SUD CONTRE LA DETTE ILLÉGITIME

Dans le cadre de la Semaine Globale d'Action, les groupes et organisations sont encouragés à s'unir à d'autres, à maximiser leur créativité et réaliser tout type d'action susceptible de visibiliser nos préoccupations communes et soutenir des luttes concrètes.

Vous êtes invités à faire part de votre programme pour que d'autres puissent vous soutenir ; certaines actions initiales, comme la Marche à Washington DC, sont reprises ci-dessous. La Semaine inclut plusieurs journées spéciales et cibles qui peuvent aider à développer des alliances avec d'autres mouvements et réseaux.

### AGENDA DES ACTIONS

- **8 octobre** : Journée Mondiale d'Action contre la Banque Mondiale : « *les IFI hors des négociations et financements pour le climat !* » et manifestation « *Brisons les chaînes, transformons le système* » en marge des rencontres annuelles de la Banque Mondiale et du FMI à Washington DC.
- **12 octobre** : « *Minga* » mondiale pour la Défense des droits de la Terre Mère
- **15 octobre** : Journée de la Répudiation de la Dette en mémoire de Thomas Sankara et Journée Internationale des Femmes rurales
- **16 octobre** : Journée mondiale de l'Alimentation et Action globale pour la Souveraineté alimentaire.
- **17 octobre** : Journée d'Action contre la Pauvreté et mobilisation de la Marche Mondiale des Femmes en République Démocratique du Congo

[Plus d'infos <http://www.cadtm.org/Brisons-les-chaines-transformons>](http://www.cadtm.org/Brisons-les-chaines-transformons)



### Pour la rentrée : j'adhère au CADTM !

NOM (en capitales) : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_ Mel : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications :

[ ] 48 euros [ ] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : [ ] 10 euros [ ] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [ ] 38 euros [ ] 22 euros (petits revenus)

Adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**

#### Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau – France

Tél : 00 33 (0)2 38 59 98 28

Email : [france@cadtm.org](mailto:france@cadtm.org)

Directeur de la publication : Claude Quémard

Mise en page : Yvette Krolikowski

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : à parution